

L'Ecole d'économie de Paris pour tenter la compétition internationale

29-09 18:36:57 La création d'une "Ecole d'économie de Paris", annoncée jeudi par Dominique de Villepin, a pour objectif de placer la France dans la compétition mondiale de la recherche et de l'enseignement supérieur, par exemple en gagnant quelques rangs dans les classements internationaux.

Traduction littérale et volontaire de la "London school of economics", prestigieuse université britannique où affluent les candidats aux diplômes monnayables sur toute la planète, cette "Ecole d'économie" ne sera cependant pas une université en tant que telle.

"C'est une mauvaise traduction, ce sera plus proche d'une école doctorale: il s'agissait de donner une forme juridique adaptée à la coopération entre établissements d'enseignement supérieur et centres de recherche", nuance d'ailleurs François Goulard, ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

Ainsi le rapprochement de l'Ecole normale supérieure, l'Ecole des hautes études en sciences sociales, l'Université de Paris I et l'Ecole nationale des ponts et chaussées se fera-t-il en terme de "regroupement des forces" de recherche.

Ses 10 millions d'euros de dotation seront consacrés à "la construction de nouveaux laboratoires, l'embauche de chercheurs ou l'achat de logiciel", a détaillé le ministre délégué.

La création de ce premier "campus de recherche", destiné à faire des émules (3 ou 4 en 2006 dans différents domaines comme le médicament ou les neurosciences) répond à la nécessité de "concentration thématique de l'effort de recherche pour atteindre la taille critique des niveaux internationaux", explique Gilles de Robien, ministre de l'Education nationale.

Pas de lieu physique dévolu et peu d'enseignement, puisque les seuls étudiants accueillis seront déjà doctorants: "l'Ecole d'économie de Paris" constituera surtout une "marque" apposée aux travaux qui en sortiront, ajoute M. Goulard.

Celle-ci doit permettre d'"avoir une visibilité internationale plus importante", c'est-à-dire, clairement, de se placer dans la compétition.

Sur le fond en effet, "notre système de multiplication des structures (organismes de recherche, grandes écoles, universités) ne facilite pas la visibilité", alors que la recherche française est "de très bonne qualité", estime Yannick Vallée, premier vice-président de la conférence des présidents d'université.

L'enseignement supérieur français souffre d'un déficit d'image, sans cesse critiqué dans les rapports nationaux et internationaux, et qui se traduit notamment par une petite 4e place (10%) dans la proportion d'étudiants étrangers accueillis, derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Le très redouté "classement de Shanghai" attribue chaque année un très mauvais score à la France: la première université française est classée en 2005 à la 46e place.

En revanche, si la France crée la surprise de son attractivité au plan international, c'est le système des grandes écoles qui est plébiscité: HEC et l'ESCP-EAP ont récemment été classées devant la London school of economics par le Financial Times...

"Les campus de recherche seront thématiques et décloisonneront les différentes structures, nous pourrions prétendre jouer dans la cour des grands", commente M. Goulard.